



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS

Service Protection de l'Environnement

Annecy, le 12 janvier 2012

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Arrêté n°2012012-0012**  
**STL RIGARD SAS à Marigny-Saint-Marcel –**  
**modification de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1995**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 11.3 ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1412 de la nomenclature des installations classées ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1995 autorisant la société RASTELLO SA à exploiter un dépôt de gaz liquéfié sous pression en bouteilles amovibles sans opération de transvasement sur la commune de Marigny-Saint-Marcel ;**

**Vu le récépissé du 4 septembre 2007, donné à la société STL RIGARD SAS par le préfet de la Haute-Savoie, suite à sa déclaration de changement d'exploitant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 portant prescriptions complémentaires à la société STL RIGARD SAS suite à la clôture de l'examen de l'étude de dangers de son site de Marigny-saint-Marcel ;**

**Vu le courrier du 22 juin 2011 transmis par la société STL RIGARD à monsieur le préfet de la Haute-Savoie, faisant état de son intention de réduire à moins de 50 tonnes les volumes de gaz liquéfié stockés en réservoirs manufacturés, sur son site de Marigny-Saint-Marcel ;**

**Considérant les conclusions du rapport de l'inspection des installations du 27 octobre 2011 classées ;**

**Considérant l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques émis à l'occasion de sa réunion du 30 novembre 2011 ;**

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;**

**ARRETE**

#### Article 1<sup>er</sup> :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1995 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

#### Article 2 :

La société STL RIGARD est autorisée à exercer, sur son site de Marigny-Saint-Marcel, les activités suivantes, visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

<i>Rubrique</i>	<i>Activité</i>	<i>Quantité maximale susceptibles d'être stockées sur le site</i>	<i>Régime</i>
1412	<i>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de) à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</i>	50 tonnes	D

#### Article 3 :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/08/05 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées sont applicables sans restriction aux activités exercées par la société STL RIGARD sur son site de Marigny-Saint-Marcel.

#### Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société STL RIGARD SAS.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

#### Article 5 :

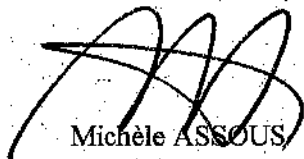
Le présent arrêté sera affiché à la mairie de MARIGNY ST MARCEL pendant une durée minimale d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par la société STL RIGARD SAS.

#### Article 6 :

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Haute-Savoie, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Marigny-Saint-Marcel.

Pour ampliation,  
La chef de service,



Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,  
Le secrétaire Général,

*Signé* Jean-François RAFFY

